

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 21/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DS SMITH PACKAGING NORD-EST

11 Route industrielle
BP 1
68320 Kunheim

Références : 0006702131_2023_02_06_DS SMITH_KUNHEIM_VIIC PAC
Code AIOT : 0006702131

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2023 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING NORD-EST implanté 11 Route industrielle BP 1 68320 Kunheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du projet d'implantation d'une nouvelle machine de 63 mètres de long.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PACKAGING NORD-EST
- 11 Route industrielle BP 1 68320 Kunheim
- Code AIOT : 0006702131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

DS SMITH est une entreprise spécialisée dans la fabrication de carton. 300 personnes travaillent sur le site.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Sécurité incendie dans le cadre de l'étude du porter à connaissance. Ce projet de modification concerne l'extension d'une surface de 1400 m² du bâtiment existant et permettant ainsi d'accueillir une nouvelle machine.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Prévention pollution des eaux souterraines	Arrêté ministériel de prescriptions générales du 10/09/20, article 5.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Etude de dangers	Code de l'environnement du 19/12/2022, article D181-15-2-III	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Entretien des moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 10-1	/	Sans objet
3	Alarme	Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 10-1	/	Sans objet
2	Puits d'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 10-1	/	Sans objet
4	Entraînements mensuels	Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 10-1	/	Sans objet
5	Extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 10-1	/	Sans objet
6	Exercice annuel	Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 10.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté que les moyens de secours sont vérifiés régulièrement. En revanche, même si les conditions sanitaires des dernières années ont ralenti la réalisation régulière d'exercices d'entraînement, il est important qu'ils reprennent afin de répondre aux exigences de l'arrêté préfectoral.

D'autre part, l'étude de dangers remise en 2019 par l'exploitant est incomplète et ne prend pas en compte les exigences réglementaires en terme de contenu.

Il est également demandé à l'exploitant de sécuriser ses 4 puits d'aspiration présents sur le site afin qu'ils ne présentent pas de risque de pollution de la nappe phréatique.

Pour ces deux derniers points de contrôle, une proposition de mise en demeure est rédigée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien des moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 10-1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements font l'objet de contrôles [...] réguliers programmés et consignés dans le registre de sécurité
Constats : L'exploitant a présenté ses registres de sécurité dans lesquels sont consignés les dates de vérification des moyens de secours. Ainsi, les dernières vérifications ont eu lieu aux dates suivantes : <ul style="list-style-type: none">- extinction automatique à eau : les 15/12/2022 et le 7/06/2022,- détection gaz chaufferie : le 30/12/2019,- extincteurs, RIA et poteaux d'incendie : 21/12/2022,- extinction automatique CO2 des 3 locaux qui en sont pourvus, la centrale déchets, la fosse broyage et le local informatique : le 10/11/2022. Les poteaux incendie ont également fait l'objet de mesures de débits simultanés en 2019. La prescription contrôlée est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Puits d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 10-1 et arrêté ministériel de prescriptions générales, article 5.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose de [...] - 4 puits d'incendie, [...]
Constats : Le plan d'opération interne mis à jour le 6/02/2023 indique la localisation des 4 puits d'aspiration. Lors de la visite à l'extérieur du bâtiment, l'inspection de installations classées a constaté la présence de ces puits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 10-1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Elle est reportée au poste de garde 24h/24h
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence effective de la centrale incendie au niveau du local maintenance ainsi que des reports d'alarme au niveau d'un ordinateur du poste de garde. Ce poste est commun aux sociétés DS SMITH et ESSITY et dispose d'une présence humaine 24H/24. La prescription contrôlée est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entraînements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 10-1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les entraînements sont mensuels
Constats : Des exercices sont en cours de programmation pour l'année 2023, les 1ers lundis de chaque mois. Le dernier exercice a eu lieu le 6/02/2023. Depuis la crise COVID, les exercices n'ont pas été réalisés mensuellement. Ils ont repris normalement depuis septembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 10-1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des bâtiments comportant des stockages et la production est sprinklée
Constats : L'exploitant a indiqué que l'ensemble du bâtiment est sprinklé (hormis la partie administrative). La centrale déchets, la fosse broyage et le local informatique disposent d'une extinction par CO2. Par sondage, il a été constaté la présence effective de têtes de sprinklage dans le local bobines ainsi que la présence d'extinction par CO2 dans la centrale déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exercice annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un exercice annuel est organisé avec les pompiers des casernes des communes voisines et de la société ESSITY.[...]
Constats : Le dernier exercice commun date du 5 octobre 2019. Depuis cette date et à cause de la pandémie de COVID 19, aucun exercice commun n'a été réalisé avec les sapeurs pompiers des casernes des communes voisines. Il est demandé à l'exploitant de programmer un exercice commun avec les différentes parties prenantes. Par mail du 14 février 2023, l'exploitant a indiqué que la date retenue pour cet exercice serait le 3 juin 2023.
Observations : Au vu de l'engagement de l'exploitant quant à la réalisation de cet exercice, il n'est pas proposé de mise en demeure. Il est demandé à l'exploitant qu'il transmette un justificatif de la réalisation effective de cet exercice.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2022, article D181-15-2-III
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. – L'étude de dangers justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>[...] L'étude comporte, notamment, un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs.</p> <p>Constats : La dernière étude de dangers réalisée par l'exploitant date du 13 février 2019. L'inspection a pu examiner par échantillonnage le document fourni en 2019 préalablement à la visite.</p> <p>Ainsi, et pour exemple, il apparaît que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dimensionnement des besoins en eau d'extinction a été réalisé sur la base d'une surface de référence de 7600 m². Considérant que la surface de référence est la plus grande surface non recoupée selon la note technique D9, que le bâtiment ne dispose d'aucun recoupement coupe-feu de degré 2 heures et que sa surface est d'environ 46 000 m², le dimensionnement paraît erroné au service d'inspection par rapport à la visite des locaux réalisés le jour de l'inspection et aux plans en sa possession. - aucune modélisation de flux thermiques n'a été présentée dans l'étude et lors de la visite, - aucun positionnement des phénomènes dangereux et accidents potentiels n'est indiqué dans l'étude de dangers. <p>Au vu de l'examen par échantillonnage réalisé, il apparaît pertinent que l'exploitant reprenne intégralement l'étude de dangers de ses installations.</p> <p>Cette étude doit être complétée en vue de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'arrêté du 29/09/05 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, - la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Prévention pollution des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel de prescriptions générales du 10/09/2020, article 5.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention pollution des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5.4. de l'arrêté du 10/09/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430, 3610a et 3610b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p><i>"Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en</i></p>

communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.[...]"

Constats : Lors de la visite à l'extérieur du bâtiment, l'exploitant a ouvert un des quatre puits situé à proximité de la citerne de propane. L'ouverture se fait par une plaque de type plaque d'égoût qui donne un accès direct à la nappe.

L'inspection des installations classées a constaté l'absence de dispositifs permettant de prévenir toute pollution des eaux souterraines associé à ces puits.

Il est demandé à l'exploitant de mettre en conformité ses 4 puits d'aspiration afin de prévenir tout risque de pollution.

Observations :

L'arrêté du 11/09/03 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration (rubrique 1.1.1.0) précise certaines dispositions de mise en oeuvre de ces ouvrages. Il n'est cependant pas applicable aux ouvrages réalisés avant le 11 septembre 2004. Pour autant, l'article 8 apporte des éléments pour lesquels l'exploitant peut s'inspirer pour la mise en sécurité de ses ouvrages.

L'article 8 dispose : " Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel. La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.[...]"

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois